



**PRÉFET
DE LA RÉGION
D'ÎLE-DE-FRANCE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale
des affaires culturelles
d'Île-de-France**

CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIÈRES

MARCHÉ PUBLIC DE PRESTATIONS INTELLECTUELLES

Audit des équipements électriques

Lot n° 1

Domaine national du Palais Royal, Paris (75001)

Marché à procédure formalisée
(art. L.2124-1 à L.2124-2 et R. 2124-1 à R. 2124-2 du code de la commande publique - décret n°2019-1344 du 12 décembre 2019)

Avril 2025

DIRECTION REGIONALE DES AFFAIRES CULTURELLES - ÎLE DE FRANCE
45-47 rue le Peletier
75009 PARIS

SOMMAIRE

1	Dispositions générales – Objet du marché	3
2	Intervenants et contacts	3
2.1	Maîtrise d'ouvrage (MOA)	3
2.2	Conduite d'opération	3
2.3	Maîtrise d'œuvre (MOE)	3
2.4	Institutions présentes sur le site	3
	▪ Centre des Monuments Nationaux.....	3
	▪ Conseil d'Etat	3
	▪ Conseil Constitutionnel	3
	▪ Comédie française	3
	▪ Ministère de la Culture	3
2.5	Architecte en chef des monuments historiques territorialement compétent : Monsieur Christophe BOTTINEAU	3
3	Périmètre de la mission	3
3.1	Installations électriques entretenues par la DRAC relevant de la présente mission	4
3.2	Installations électriques ne relevant pas de la présente mission (hors périmètre DRAC)	4
3.3	Description des installations	4
3.4	Accès aux équipements	5
4	Contenu de la mission et tranches	5
4.1	Relevés	5
4.2	Etablissement de plans de synthèse des installations par point de raccordement.....	6
4.3	Diagnostic et état sanitaire des équipements et câbles et établissement d'une liste de travaux éventuels	6
4.4	Bilan de puissance utilisé par point de raccordement.....	6
5	Mesures générales et particulières liées au monument.....	6
5.1	Accès - Autorisations d'accès - Zones restreintes d'accès.....	6
5.2	Activités - Co-activités	7
5.3	Sécurité	7
5.4	Respect des éléments d'architecture, de construction, de décor, d'ornementation	7
5.5	Énergie – Électricité - Eau (branchements) :	7
5.6	Événementiels et interventions	7
5.7	Feu (interdiction de fumer).....	7
5.8	Communication	7
5.9	Matériaux inflammables et/ou dangereux (stockage	8
5.10	Nuisances sonores diverses	8
5.11	Ouverture - Fonctionnement du site (Périodes - dates et horaires)	8
5.12	Prestation - Exécution	8
5.13	Protections diverses	8

1 Dispositions générales – Objet du marché

Le marché régi par le présent cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P.) est un marché de prestations intellectuelles visant à établir un audit des installations électriques sur le site Domaine national du Palais Royal.

Lieu d'exécution :

Domaine national du Palais Royal – 8, rue de Montpensier - 75001 PARIS

2 Intervenants et contacts

2.1 Maîtrise d'ouvrage (MOA)

Maître d'Ouvrage (MOA) :

Direction Régionale des Affaires Culturelles d'Ile-de-France,

47 rue Le Peletier

75009 Paris

2.2 Conduite d'opération

La conduite d'opération sera assurée par le maître de l'ouvrage lui-même :

Direction régionale des affaires culturelles d'Ile-de-France

Conservation régionale des monuments historiques

Bureau de la conduite des opérations

47 rue Le Peletier

75009 Paris

2.3 Maîtrise d'œuvre (MOE)

Unité départementale de l'architecture et du patrimoine de Paris - UDAP 75

Monsieur Frédéric Masviel, architecte des bâtiments de France, conservateur du monument

47 rue Le Peletier – 75009 PARIS

Contact : Madame Marie-France Morel, gestionnaire administrative, marie-France.morel@culture.gouv.fr

Un interlocuteur technique sera désigné ultérieurement

2.4 Institutions présentes sur le site

- Centre des Monuments Nationaux
- Conseil d'Etat
- Conseil Constitutionnel
- Comédie française
- Ministère de la Culture

2.5 Architecte en chef des monuments historiques territorialement compétent : Monsieur Christophe BOTTINEAU

3 Périmètre de la mission

Les plans de localisation des équipements sont regroupés en Annexe 1.

3.1 Installations électriques entretenues par la DRAC relevant de la présente mission

- Ensemble des lanternes des galeries et péristyles du domaine, inclus les galeries périphériques de la place Colette (Galerie de Nemours et du Théâtre Français) et les 2 lanternes des passages formant entrée du Ministère de la Culture (7 rue de Valois) (*estimatif : 361 lanternes*)
- Ensemble des appliques et éclairages des passages (*estimatif : 10 à 20*);
- Eclairages du jardin (*estimatif : 8 réverbères et 6 lampadaires*)
- Eclairages du plateau Buren sur 2 niveaux (éclairage au sol du plateau et luminaires en sous-face des caillebotis)
- Eclairages du Grand Bassin
- Le système d'horlogerie permettant le pilotage de l'allumage et de l'extinction des éclairages du domaine, réparti sur 2 armoires distinctes
- Branchements/prises dans des boîtiers situés en pied de réverbères et de colonnes (jardin et galeries) (*estimatif : 4 à 8 emplacements*) ;
- Toutes les installations électriques dans les 3 locaux techniques des fontaines (Buren, Bury, Grand Bassin), incluant les tableaux de départ et les éclairages, hors installations propres à la fontainerie
- Les installations électriques (éclairages, chauffage, chauffe-eau, prises, horlogerie, etc.) présentes dans les locaux du sous-sol, accessibles par la rue de Montpensier, dénommé « couloir des entreprises »
- Alimentation des systèmes répulsifs anti-pigeons sur l'ensemble du Domaine et leurs installations de contrôle et raccordements. Ce système d'installations anti-pigeons est actuellement doté d'un marché d'entretien.
- Toutes les armoires des installations décrites ci-dessus, y compris celles localisées dans le sous-sol du ministère de la Culture ou de la comédie française
- Eclairage du local poubelles (passage de Nemours, Conseil d'Etat)

Les quantités indiquées ne sont pas contractuelles. Il revient au titulaire de les vérifier et de les compléter, au besoin, dans le cadre des missions qui lui sont confiées.

3.2 Installations électriques ne relevant pas de la présente mission (hors périmètre DRAC)

- Branchements « volants » dans les passages formant entrée du Ministère de la Culture (7 rue de Valois – éclairage, chauffage, portique de sécurité, etc.) et du Conseil Constitutionnel (Péristyle de Chartres – branchement de la voiture électrique) ;
- Installation paratonnerre.

3.3 Description des installations

L'ensemble des installations décrites ci-dessus sont raccordées aux trois TGBT du Ministère de la Culture, situés dans les sous-sols du 7 rue de Valois, gérés par le Bureau des Services Généraux (BSG) - Secrétariat Général,

Le « couloir des entreprises » est un ensemble de locaux situé en sous-sol, accessible par le n° 8 rue Montpensier, 75001.

En l'absence de plans et de schémas des installations, les informations disponibles sont communiquées en annexe 1 de cette demande d'offre :

- Plan de nomenclature du Palais Royal avec indication des principaux points de branchements électriques ;
- Plan partiel des zones d'éclairage. Ce plan sera à compléter.

Certains plans et schémas partiels (plateau Bury) seront communiqués au candidat retenu. La localisation des principales installations sera précisée au candidat retenu (TGBT et locaux techniques).

3.4 Accès aux équipements

Toutes les visites dans les locaux concernés devront faire l'objet de demande de rendez-vous ou de préavis auprès de l'UDAP75 qui relaiera la demande auprès des institutions concernées (BFS du Ministère de la Culture, CMN, Comédie Française, Conseil Constitutionnel)

4 Contenu de la mission et tranches

Le périmètre de chaque phase technique est décrit au paragraphe 1.3 du cahier des clauses administratives particulières du présent marchés.

Les mission sont les suivantes :

- Le relevé, l'identification de l'organisation des réseaux électriques alimentant les équipements du jardin du palais Royal, incluant tous les éclairages des galeries, passages et péristyles et la fontainerie (jardin, plateau Buren et Bury) depuis les trois TGBT jusqu'aux terminaux, comprenant :
 - le relevé, l'identification des armoires, des câbleries de courants forts et courants faibles passant dans les locaux techniques en sous-sol et/ou dans les locaux des utilisateurs
 - l'établissement ou mise à jour des plans d'installations par point de raccordement
 - le diagnostic et l'état sanitaire du réseau électrique, du point de raccordement aux terminaux en bout de câble d'alimentation,
 - un bilan de puissance utilisée par point de raccordement
- L'établissement d'un projet de mise en conformité des réseaux par ordre de priorité, avec une estimation des coûts
- La participation obligatoire à 6 réunions d'étapes et de restitution. L'échéancier sera transmis par le pouvoir adjudicateur au moment de l'exécution du présent marché

4.1 Relevés

Le relevé, l'identification des équipements de courants forts, armoires, câblerie de courants forts et courants faibles transitant par les locaux techniques des utilisateurs comprennent les prestations suivantes :

- L'examen préalable des équipements et circuits existants, à l'aide des documents existants fournis par la Maitrise d'œuvre notamment (DOE des fontaineries, schémas électriques partiels)
- Le repérage, l'identification sur pièces et sur place des armoires, câbleries et autres équipements électriques situés dans les locaux techniques des utilisateurs, comprenant :
 - Identification de chaque élément : positionnement spatial, cheminement en amont et aval des locaux concernés, sa nature, sa fonction, son format, sa puissance,
 - Tests de vérification de fonctionnement,
 - Repérages sur fonds de plans (fournis par la maitrise d'œuvre, version .pdf en couleur).
- L'étiquetage pour marquage-repérage, dont la numérotation de chaque élément par tout moyen approprié en vue de faciliter la compréhension de la situation actuelle, du diagnostic, du projet et de la réalisation des travaux éventuels,
- L'étiquetage sera réalisé sur support adhésif non dégradable avec écriture indélébile, soumis à la validation préalable de la maitrise d'œuvre sur présentation de tests,
- Le relevés exhaustif de tous les terminaux électriques : éclairages, chauffage, chauffe-eau, prises, horlogerie, etc.

- La production et la fourniture d'un rapport récapitulant la méthodologie, le constat des existants, les relevés, les désordres et anomalies constatés.
 - Le rapport sera illustré de photographiques permettant une parfaite compréhension du dossier et facilitant le repérage des armoires,
 - Le rapport comprendra un dossier de plans de câbles, de l'armoire d'origine au terminaux et des schémas électriques.

4.2 Etablissement de plans de synthèse des installations par point de raccordement

Le Titulaire établira les schémas électriques (réseaux et leurs raccordements), comprenant les localisation de l'ensemble des installations sur des plans.

4.3 Diagnostic et état sanitaire des équipements et câbles et établissement d'une liste de travaux éventuels

Sur la base des informations recueillies lors des relevés, le Titulaire élaborera et restituera un diagnostic écrit et argumenté, qui comprendra :

- l'analyse du risque incendie lié au transit de câbles dans les locaux techniques des utilisateurs et à leur proximité immédiate.
- La liste des différents risques identifiés (ainsi que leurs causes respectives) par ordre de priorité à traiter
- L'établissement d'une liste des interventions de mise en sécurité, de mise en conformité des installations et de remise en fonctionnement de base, par ordre de priorité et incluant une première estimation des travaux, détaillée par intervention
- les dispositions nécessaires à prendre afin de garantir la sécurité des personnels et des biens
- les procédures d'interventions à mettre en place en phase transitoire (dans l'attente de notification d'un marché d'entretien d'électricité) avec les institutions en charge des locaux et les prestataires intervenant sur site
- l'établissement d'un projet de mise en conformité et de remise en fonctionnement de base des installations, comprenant une estimation financière

4.4 Bilan de puissance utilisé par point de raccordement

Etablissement d'un bilan de puissance exhaustif à chaque point de raccordement du Domaine.

5 Mesures générales et particulières liées au monument

Le Domaine national du Palais Royal est un des éléments majeurs du patrimoine parisien et national, classé en totalité au titre des monuments historiques. Tout intervenant extérieur veillera au respect des consignes, contraintes, mesures spécifiques édictées ci-dessous.

5.1 Accès - Autorisations d'accès - Zones restreintes d'accès

La circulation du prestataire dans les parties du site non concernées par leur intervention est interdite sauf avis contraire de la Maitrise d'Œuvre.

L'organisation des circulations des personnels du Titulaire du marché sera pilotée par le bureau de la conservation et des travaux.

L'accès au Domaine national du Palais Royal se fait :

- En véhicule par la place Colette, seul accès possible des véhicules et engins à l'intérieur du Domaine (passage Nemours : accès pompiers, cet axe de circulation côté cour d'honneur doit donc resté en permanence dégagé). L'accès à la place Colette depuis la voie publique, est condamné par une chaine; selon la taille des véhicules, deux ouvertures sont possibles. Prévenir préalablement le bureau des agents d'accueil de l'administration du Palais royal pour l'ouverture.

- 3 et 7 rue de Valois (accès soumis à autorisation du Ministère de la Culture au n°3)
- La rue de Montpensier et la rue de Beaujolais

5.2 Activités - Co-activités

L'étude est réalisée dans une enceinte à maintenir en activité et accès libre (dans les parties ouvertes au public).

Selon la nature de l'intervention, certaines zones peuvent toutefois être fermées au public, en accord préalable avec le-les utilisateur(s) concerné(s).

Dans ce cas, le Titulaire doit mettre en place un système de balisage adéquat pour interdire l'accès à cette zone.

Le Titulaire évite tout croisement de circulation avec toute autre entreprise œuvrant aux chantiers de restauration et/ou d'entretien (à cet effet, le Titulaire s'informe en amont des risques de co-activité auprès du conservateur).

5.3 Sécurité

Les portes donnant accès aux parties supérieures des institutions doivent impérativement rester verrouillées (plan Vigipirate). Le Titulaire engage sa responsabilité en cas de manquement.

5.4 Respect des éléments d'architecture, de construction, de décor, d'ornementation

Sauf autorisation expresse de la maîtrise d'œuvre, tout forage, percement, scellement dans les maçonneries sont proscrits lors des relevés et autres opérations de repérages des installations.

Si des fixations sont nécessaires aux appareils de mesure, elles seront effectuées prioritairement dans les joints de maçonnerie. Le cas échéant, les bouchements, jointoiements seront réalisés au mortier de chaux (avis prérequis de Maitrise d'Œuvre).

Ciment et résines étant proscrits, tout manquement entraînera l'arrêt immédiat du chantier, la remise en état au frais de l'entreprise.

De manière générale, toute intervention sur le bâti devra faire l'objet d'une demande préalable auprès de la maîtrise d'œuvre

5.5 Énergie – Électricité - Eau (branchements) :

Le prestataire sera muni, dans la mesure du possible, d'appareils à piles pour garantir son autonomie quelle que soit la nature de sa prestation.

En cas de nécessité de branchement sur le réseau, il informe préalablement la Maitrise d'Œuvre qui précisera en retour la compatibilité du tirage avec la prise. De plus, le Titulaire requiert préalablement l'accord écrit de l'utilisateur (diverses institutions ou CMN) avant branchement. (idem pour accès au point d'eau situé dans les parterres nord et sud).

Chaque consignation de réseaux devra faire l'objet d'un avertissement, auprès de la Maitrise d'Œuvre ainsi que de la Maitrise d'Ouvrage, suivi d'un accord de ces dernières.

5.6 Événementiels et interventions

Préalablement à toute intervention, le prestataire se renseigne auprès de l'UDAP 75 pour connaître la programmation des événements sur le domaine pour la période pressentie d'intervention, certains événements pouvant modifier ou condamner ponctuellement l'accès à certaines zones.

5.7 Feu (interdiction de fumer)

Il est établi qu'il est strictement interdit de fumer dans les parties publiques des institutions, sous peine de résiliation aux frais et risques du marché du Titulaire, selon les conditions prévues à l'article 15.3 du CCAP.

5.8 Communication

Toute communication-diffusion d'image du site – hormis celle réservée à la sphère privée – est interdite.

5.9 Matériaux inflammables et/ou dangereux (stockage)

Le stockage de matériaux inflammables ou dangereux est interdit dans l'ensemble du domaine du Palais Royal ainsi que dans les institutions.

5.10 Nuisances sonores diverses

L'usage de transistors et autres appareils sonores est strictement interdit.

5.11 Ouverture - Fonctionnement du site (Périodes - dates et horaires)

Horaires d'ouverture du domaine du palais-Royal :

- Du 1^{er} octobre au 31 mars : 8h00 à 20h30
- Du 1^{er} avril au 30 septembre : 8h00 à 22h30

5.12 Prestation - Exécution

Quelle que soit sa nature (provisoire ou non), toute prestation doit être adaptée au site (monument historique classé). De plus, la prestation doit permettre le bon déroulement des activités des utilisateurs (sans nuisance aucune) et garantir la sécurité des personnes et des biens.

Enfin, toute prestation doit être adaptée et respecter la réglementation en vigueur et au règlement de visite, en annexe 2 du présent CCTP.

5.13 Protections diverses

Toutes les précautions sont prises par le Titulaire pour préserver l'intégrité de l'édifice dans le cadre de son intervention: sols, murs, végétaux, sculptures, modénature, etc.

Lu et approuvé (signature)